

Le premier ministre Mulroney souligne l'importance que le Canada attache à l'épanouissement de la démocratie.

prononcée lors de la remise des diplômes à l'université Stanford de Californie, en septembre 1991. M. Mulroney a appelé les pays industrialisés de l'Ouest à accroître leurs efforts pour stimuler les économies des démocraties naissantes et, notamment, à favoriser leur pleine adhésion au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Si les attentes grandissantes des peuples ne peuvent être satisfaites, a-t-il déclaré, ceux-ci renonceront à la démocratie et nos meilleurs espoirs de voir s'instaurer une paix durable et une plus grande prospérité seront déçus.

Le Commonwealth

Organe multiracial regroupant des pays de toutes les régions du monde, dont certains des plus pauvres de la planète, le Commonwealth constitue une enceinte naturelle pour la promotion de la démocratie, même au-delà du cas évident de l'Afrique du Sud. Lors de leur réunion de 1989, les Chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu que les pays membres pouvaient contribuer au renforcement des institutions démocratiques, tout particulièrement en mettant sur pied des missions de surveillance du processus électoral. En conséquence, le Canada a

envoyé des observateurs aux élections qui se sont déroulées en Malaisie et au Bangladesh, et deux éminents Canadiens, les anciens premiers ministres de l'Ontario MM. Frank Miller et David Peterson, ont supervisé la constitution des listes électorales en Guyane.

Le développement démocratique ne saurait être dissocié du développement économique et social. Convaincu que les ressources les plus importantes sont les ressources humaines, le Canada contribue à leur mise en valeur de diverses façons. Une initiative canadienne a conduit à la création d'un groupe de travail chargé de promouvoir les droits de la personne. Pour faire progresser l'éducation, les Chefs de gouvernement ont ratifié une autre initiative canadienne: réunis à Vancouver en 1987, ils ont institué l'Agence du Commonwealth pour l'enseignement, qui permet de partager les compétences parmi tous les pays membres grâce à l'enseignement à distance.

De plus, le Canada préconise fortement qu'il soit attribué un rôle accru aux femmes dans le domaine du développement en les faisant participer au processus de planification et d'établissement des politiques.

Chef de file de longue date des mesures d'opposition à l'apartheid en Afrique du Sud et ardent défenseur des sanctions, le Canada n'en a pas moins également orienté ses efforts dans un sens positif, prévoyant la période de l'aprèsapartheid où la construction des institutions démocratiques deviendra l'une des principales préoccupations. À cette fin, le Canada a créé, en 1988, le Fonds du dialogue, pour appuyer des projets qui favorisent l'instauration d'un régime non racial en Afrique du Sud.

Le Canada a ainsi été en mesure de soutenir la presse alternative, pour garantir qu'une voix s'élève contre la propagande gouvernementale, de contribuer en 1990 au financement d'une conférence regroupant des Noirs et des Blancs de diverses confessions, et d'appuyer la tenue de conférences sur la restructuration de l'économie sudafricaine et sur le rôle futur de la presse. Par ailleurs, le Fonds a permis de financer des projets visant à former les leaders noirs au règlement pacifique des différends et à la négociation avec le gouvernement, et à jeter les bases en vue de la mise en place d'une police démocratique.

L'Unité de promotion de la démocratie

Même s'il est plutôt un nouveau venu à l'Organisation des États américains (OEA), le Canada n'a pas mis longtemps à se rendre compte du rôle précieux que peut jouer cette organisation pour le renforcement de la démocratie. La proposition canadienne de créer en 1990 une Unité de promotion de la démocratie au sein du Secrétariat de l'OEA a été acceptée à l'unanimité. Depuis, avec la participation du Canada, l'Unité a eu l'occasion de superviser les élections dans plusieurs pays, et notamment en Haïti, où le Canada avait organisé la contribution de l'OEA. Le Canada est d'avis que l'Unité peut jouer un rôle plus important que la simple observation du déroulement du scrutin. Comme l'a déclaré la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mme Barbara McDougall, devant l'Assemblée générale de l'OEA en juin 1991, «nous estimons que l'OEA, par l'intermédiaire de l'Unité de promotion de la démocratie,

peut aider au renforcement des diverses institutions essentielles à des sociétés démocratiques».

Le Canada a en outre apporté son ferme appui à une résolution faisant obligation au Secrétaire général de convoquer une réunion du Conseil permanent, puis une réunion des ministres des Affaires étrangères en cas de coup d'État dans un pays membre. C'est grâce à cette procédure que l'OEA a été en mesure d'entreprendre une action immédiate dès le renversement du gouvernement Aristide en Haiti.

Un catalyseur pour le renforcement de la démocratie

La fin de la Guerre froide a libéré les Nations Unies des entraves que leur avaient imposées 40 ans d'affrontement Est-Ouest. La guerre du Golfe a montré ce que l'ONU est en mesure d'accomplir en cette ère nouvelle, car c'est sous son égide qu'a été menée à bien la libération du Koweït de l'occupation iragienne. Dans son allocution à l'université Stanford, le premier ministre Mulroney a appelé à un renforcement du rôle du Secrétaire général et à une limitation de la souveraineté nationale lorsque celle-ci est utilisée pour justifier des actions odieuses aux yeux de la communauté internationale.

Nous nous engageons aujourd'hui dans une ère nouvelle pleine de défis. Les barrières s'effondrent partout dans le monde, et des peuples longtemps exploités et opprimés veulent désormais connaître les bienfaits de la démocratie. Le Canada répond à leur appel en contribuant à édifier les structures démocratiques dans les pays où elles sont faibles ou inexistantes, et en appuyant des programmes qui profitent directement aux populations, les aidant ainsi à faire en sorte que la démocratie devienne irréversible.